

Universités, patrimoine et culture scientifique (hier et) aujourd'hui

ANDRÉE BERGERON

Maître de conférences des universités en Histoire et épistémologie des sciences et des techniques à Universcience, chercheur associé au Centre Alexandre Koyré d'histoire des sciences et des techniques (UMR 8560 EHESS-CNRS-MNHN), PSL* Research University

SÉBASTIEN SOUBIRAN

Historien des sciences, directeur adjoint du Jardin des Sciences, Université de Strasbourg, président d'Universeum et vice-président de l'AMCSTI

Consacrer un numéro spécial des Cahiers d'Art+Université+Culture à la culture scientifique et technique est assurément une initiative bienvenue. Elle peut aussi être perçue comme le reflet d'une évolution sensible : celle qui au cours des deux dernières décennies a vu les universités multiplier les actions dans ce domaine, ou tout au moins en accroître la visibilité, dont l'existence aujourd'hui d'un groupe de travail spécifique au sein de l'association Art+Université+Culture offre un autre témoignage.

Il n'en a pas toujours été ainsi.

Ces actions (et leurs porteurs) étaient beaucoup moins visibles, par exemple à la fin des années 1990 lorsque l'une d'entre nous avait proposé à la Mission Musée du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie de la recherche de réaliser, sous la forme d'une mission de recherche, une analyse des actions de « culture scientifique » dans les universités¹. A cette époque, les cahiers d'Art+Université+Culture, mine précieuse pour qui cherchait à prendre la mesure de l'effervescence de l'action culturelle universitaire, ne mentionnaient encore que très marginalement les actions culturelles relatives aux sciences et certaines universités peinaient à se représenter ce que pouvait bien être cette culture scientifique que nous cherchions à cerner. Est-ce à dire que rien ne se passait sur ce terrain ? Certes pas.

Qu'elles soient pensées à destination des étudiants, des membres de l'université ou de la ville environnante, les initiatives recensées étaient nombreuses et prenaient des formes diverses.

Il pouvait aussi bien s'agir d'unités d'enseignement optionnelles à visée réflexive, permettant aux étudiants de situer leurs savoirs en cours d'acquisition dans un contexte plus large (historique, philosophique, social), que de conférences à destination des populations avoisinantes ou de création d'espaces (au propre comme au figuré) favorisant la réflexion collective des universitaires - avec une prédilection fréquente pour l'interdisciplinarité. Ce qui frappait dans les propos des personnes rencontrées, c'est que ces actions relevaient dans leur grande majorité d'une logique de l'engagement : elles étaient essentiellement dues à l'énergie de quelques-uns qui s'y investissaient en raison de leurs convictions éducatives, scientifiques ou démocratiques. Il arrivait que ces initiatives s'inscrivent pour ainsi dire dans une tradition locale

associée à des personnalités fortes (comme à Bordeaux, celle d'Adolphe Pacault), mais le constat le plus fréquent était celui du peu de soutien institutionnel et de la relative indifférence qui les entouraient. Bien qu'inscrite dans les missions des universités et des universitaires par la loi du 26 janvier 1984, la mise en œuvre de « la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique » s'est heurtée aux questions de postes, de locaux et de financement, lui conférant un caractère marginal face aux « missions séculaires de l'université » que sont l'enseignement et la recherche, ainsi que le disait Jean-Charles Bérardi, chargé de mission pour la médiation culturelle de l'Université Aix-Marseille I.

Parmi l'ensemble des moyens pouvant être mobilisés à des fins de diffusion de la culture scientifique et technique, les musées, les expositions et tout particulièrement la valorisation du patrimoine et des collections universitaires semblaient alors particulièrement retenir l'attention des acteurs universitaires. Les musées et centres de culture scientifique et technique étaient en effet cités parmi les premiers partenaires pour ces actions et pas moins de 18 projets d'ouverture de musée ou de collections aux publics étaient mentionnés². Cet intérêt ne s'est pas démenti avec le temps, bien au contraire. Clairement visible au courant des années 1990, il ne s'est qu'amplifié depuis le début du présent siècle et se concrétise aujourd'hui sous la forme de réalisations d'envergure et d'une structuration des champs muséal et patrimonial universitaires.

PATRIMOINE ET COLLECTIONS UNIVERSITAIRES, UNE MESURE DE L'EVOLUTION

À la fin des années 1990, les universitaires avaient déjà pleinement conscience de la valeur de leur patrimoine sous toutes ses formes comme de ses potentialités. Collections naturalistes, anatomiques, instrumentales, ethnographiques, artistiques ou patrimoine bâti : le patrimoine universitaire était sans conteste riche de splendeurs. Et tout aussi incontestable était le manque de moyens qui allait parfois jusqu'à mettre en péril la collection elle-même. Des collections de premier ordre pouvaient ainsi être laissées en déshérence faute du financement nécessaire à assurer des besoins aussi élémentaires que maintenir les solutions de conservation des spécimens conservés

en fluide ou louer un lieu de stockage un peu plus sécurisé que des armoires métalliques (certes, fermées à clé !) dans une salle dédiée à l'enseignement. À ce manque de moyens matériels s'ajoutait le plus souvent le manque de personnel.

Une nouvelle gestion des collections va s'organiser en quelques années.

Parmi les facteurs favorables, il faut sans doute mentionner un changement intervenu dans le répertoire des métiers de l'enseignement supérieur. En 1998 en effet, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche engage un processus de rénovation des branches d'activités professionnelles qui conduit peu de temps après à la création d'une BAP F faisant apparaître une famille d'activité « médiation scientifique ». Ce faisant, on rendait possible, mais peut-être surtout légitime, la création de postes d'ingénieurs et de techniciens correspondant à ces profils spécifiques dès le début des années 2000. Peu après, une nouvelle sous-famille émerge associée à la gestion de collections. Avec le recrutement de chargé(e) ou de responsable de collections, on rendait possible une professionnalisation de l'activité de préservation et valorisation patrimoniale au sein des universités. Il faut toutefois souligner qu'en même temps le corps des conservateurs rattachés au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche était en voie de dissolution.

Et, de fait, depuis les vingt dernières années, les préoccupations de certaines universités envers leur patrimoine sont allées croissant. En 2003, le ministère délégué à la Recherche et aux Nouvelles technologies a chargé le Musée des arts et métiers d'une Mission nationale de sauvegarde et de valorisation du patrimoine scientifique et technique contemporain qui a permis de sensibiliser les universités et de faire émerger des projets de sauvegarde. Les collections tendent à être mises en valeur et sont fréquemment le prétexte d'ambitieux projets culturels. Parmi tous les exemples français qui auraient pu être évoqués ici pour mesurer l'ambition nouvelle en ce domaine, nous en citerons seulement deux, le Musée ethnographique de l'Université de Bordeaux Segalen (MEB) et le Jardin des sciences de l'Université de Strasbourg (JdS). Ces deux projets participent d'une même dynamique à la fin des années 1990, portant l'ouverture de l'université

en mobilisant le levier de l'action culturelle et patrimoniale, l'un dans le champ de la médecine et de l'ethnographie (MEB), l'autre dans le champ des sciences expérimentales et de la nature (JdS). Des financements dans le cadre du Contrat de Plan État-Région permettent d'afficher des ambitions fortes pour accompagner la rénovation du MEB et du musée zoologique de Strasbourg. Soulignons que ces deux structures ont un statut particulier dans le paysage français. Le premier car il détient d'importantes collections nationales, héritage des pratiques pédagogiques destinées aux médecins coloniaux (les navalais de l'École de santé de Bordeaux) à la charnière des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles³, l'autre car il a une double tutelle Ville et Université et bénéficie du label Musée de France. Il possède par ailleurs, les deuxièmes collections zoologiques nationales après le Muséum National d'Histoire Naturelle à Paris.

Ces deux projets vont connaître des issues différentes et leur histoire est encore en train de s'écrire.

Le MEB a ouvert ses portes au public en 2011, s'appuyant sur une équipe de 9 personnes et proposant depuis son ouverture une programmation riche d'expositions temporaires et d'actions éducatives. Il bénéficie aujourd'hui d'une forte visibilité dans l'offre culturelle bordelaise. Si cette ouverture a instauré une dynamique d'ensemble, elle n'a à ce jour pas abouti à une organisation d'ensemble à l'échelle de l'Université de Bordeaux de la gestion et la valorisation des collections universitaires. Pour l'Université de Strasbourg, le projet associé à la fusion des universités en 2009 a permis une meilleure coordination et structuration de la gestion et de la valorisation des collections associée à une action culturelle et éducative diversifiée.

Le Jardin des sciences compte aujourd'hui 27 personnes et ses activités s'appuient sur des partenariats étroits avec le service universitaire d'action culturelle et les composantes, mais également avec la direction des musées de Strasbourg ou le service régional de l'inventaire Grand-Est (SRI)⁴. Les expositions « Laboratoire d'Europe. Strasbourg 1880-1930 » en partenariat avec les musées de la ville et « La Neustadt, laboratoire urbain / 1871-1930 » avec le SRI témoignent de la reconnaissance de l'Université de Strasbourg comme un acteur culturel local de premier plan. Toutefois la

rénovation du musée zoologique n'est toujours pas finalisée et s'annonce pour l'année 2021.

Si la montée en puissance est indéniable dans ces deux exemples, elle reste toutefois très contrastée et fragile à l'échelle nationale. L'émergence dans plusieurs universités de personnes et parfois services dédiés au patrimoine ne doit pas cacher des réalités de terrain encore difficiles pour de nombreux acteurs engagés dans la sauvegarde du patrimoine universitaire. Les risques de disparition de collections ou de musées restent constants. La mise en place de groupes de travail et la structuration d'un réseau national devraient permettre de limiter ces risques et l'isolement. A+U+C, en partenariat avec l'OCIM, travaille à la structuration de ce réseau et une étude pilotée par l'observatoire du patrimoine et de la culture scientifique est en cours pour établir une cartographie des collections et mieux comprendre la diversité des situations.

UNE TENDANCE INTERNATIONALE

La tendance forte d'émergence de communautés d'acteurs impliqués dans la préservation et la valorisation du patrimoine universitaire que nous venons d'évoquer est loin d'être une spécificité française. Elle s'observe au contraire tout aussi nettement au plan international, et notamment en Europe. En témoignent la création depuis les années 2000 de structures internationales visant à l'organisation spécifique des musées et collections universitaires et la multiplication des projets de grande envergure dans les universités contemporaines.

Universeum, réseau européen qui regroupe aujourd'hui une centaine de membres individuels et une trentaine de membres institutionnels (dans plus de 21 pays) s'intéresse à la préservation, l'étude, l'accessibilité et la valorisation du patrimoine universitaire européen, compris au sens large, matériel et immatériel (collections, musées, archives, bibliothèques, jardins botaniques, observatoires astronomiques, monuments, etc.). Né d'une initiative de l'université de Halle-Wittenberg, la première action d'Universeum fut la « déclaration de Halle » (avril 2000), rédigée par les 12 universités européennes les plus anciennes, toutes en possession d'importantes collections et musées universitaires. Cette dé-

claration essayait pour la première fois de formuler des exigences structurelles auprès des responsables à tous les niveaux (des universités, des gouvernements nationaux et des instances européennes) afin d'améliorer la conservation et l'accès public du patrimoine académique de chacune des universités présentes. Ces actions ont eu plusieurs répercussions auprès des instances européennes. D'une part, la Commission Européenne a affirmé son intérêt en accordant la création d'une « Journée Européenne des musées et collections académiques » (18 novembre). D'autre part, le Conseil de l'Europe a discuté la situation des collections et publié un certain nombre de travaux en 2002⁵, puis une recommandation en 2005. Celle-ci s'adresse en premier lieu aux gouvernements des États membres et aux directions des universités. Ce document contient des recommandations spécifiques concernant les politiques, la législation, la gouvernance et la gestion, le financement, l'accessibilité, la formation professionnelle, la recherche, la sensibilisation, les relations avec les collectivités territoriales, et la coopération internationale pour tout ce qui a trait au patrimoine universitaire.

De façon concomitante et à l'échelle internationale se joue un autre « combat », celui de la reconnaissance et de la visibilité des musées et collections universitaires par les professionnels du patrimoine et des musées. Après de longs débats, le Comité thématique international de l'ICOM pour les musées et collections universitaires (UMAC) a été formellement créé au cours de la 19^{ème} assemblée générale de l'ICOM à Barcelone en juillet 2001. UMAC est le premier réseau de musées et collections universitaires d'envergure internationale. Sa création atteste de la reconnaissance d'une identité distincte et officielle des musées universitaires en tant que « musées » par la plus importante organisation mondiale des musées. Fort de plus de 300 membres individuels et quelques 80 membres institutionnels UMAC a porté le développement d'une base de données référençant plus de 3500 musées et collections universitaires sur l'ensemble des continents⁶. UMAC et Universeum ont développé une politique éditoriale qui a également contribué à la constitution et renforcé la visibilité d'une communauté de chercheurs, enseignants-chercheurs, professionnels de musées, étudiants travaillant avec des collections universitaires. Le

nombre croissant de participants aux conférences annuelles de ces réseaux et la diversité des présentations proposées rendent compte de la richesse en termes de recherche et d'actions autour du patrimoine des universités. Les interventions témoignent également de situations encore très disparates d'un pays à l'autre et dans les universités d'un même pays. Certaines universités font face à de graves difficultés économiques, mais il est important de souligner que cela ne se traduit pas systématiquement par un désintérêt pour leur patrimoine.

Un colloque récent⁷ consacrait quant à lui une demi-journée aux « Grands projets d'exposition dans les universités contemporaines ». Les trois cas présentés permettaient de mesurer l'ampleur et l'ambition des projets portés par ces universités européennes. Nous les décrivons ici en quelques lignes.

Plus ancien musée public d'Ecosse et musée universitaire, la Hunterian à Glasgow était engagée dans un important programme visant à la réhabilitation totale d'un édifice historique de la ville, le Kelvin Hall. Le but était bien sûr d'agrandir considérablement les espaces disponibles pour les expositions (pour les collections de l'université et pour celles de la ville de Glasgow), mais aussi de permettre l'installation d'un centre d'études des collections associé à des programmes de formation et de recherche dans le domaine culturel. Cet important projet était le résultat d'un partenariat entre l'université, la Hunterian, la ville et les musées de Glasgow, mais aussi la bibliothèque nationale d'Ecosse qui en est aujourd'hui l'une des utilisatrices. La première tranche du Kelvin Hall a été ouverte en novembre 2016 et la seconde se poursuit.

Deuxième exemple, celui de la Science Gallery à l'université Trinity College de Dublin. Ouverte en 2008 par et dans Trinity College, visant explicitement un public jeune (15-25 ans), elle se présente comme un lieu qui met en avant la créativité de quelque nature qu'elle soit (« *where Science and Art collide* »), la participation des visiteurs et a pour objectif de « faire naître une génération de penseurs et « faiseurs » créatifs et agiles - des personnes capables de combiner les idées de différentes disciplines et de se déplacer entre science et art, entre entreprise et technologie »⁸. La Science Gallery de Dublin revendique plus de 2,5

millions de visiteurs depuis son ouverture. Elle est à l'origine de la création d'un réseau international d'institutions similaires (Science Gallery International) à Londres, Melbourne, Bengaluru, Détroit, Venise, qui doivent ouvrir leurs portes en 2018, chacune étroitement liée à une université ou un institut de recherche.

L'université Humboldt de Berlin, quant à elle, est partie prenante d'un projet qui doit assurer sa présence au coeur d'un complexe muséal majeur en cours de réalisation : le Humboldt Forum, situé au centre de la ville historique, à proximité immédiate de l'Île des Musées. Ce projet de grande envergure et qui fait l'objet de controverses récurrentes doit conduire à l'ouverture en 2019, au sein d'une (quasi) reconstruction de l'ancien château des Hohenzollern, d'un ensemble dédié en majeure partie à la présentation des collections extra-européennes des musées berlinois mais aussi à une exposition consacrée à la ville de Berlin. L'université Humboldt sera présente dans le Humboldt Forum au travers d'un espace de 1000 m², le Laboratoire Humboldt, qui se fixe comme objectif d'être « un laboratoire ouvert » de l'université donnant à voir le fonctionnement de la recherche scientifique et ses résultats les plus actuels, sans éluder les controverses. Des expositions régulières permettront en outre de présenter des objets issus des riches collections de l'université.

Ces trois cas sont certes très différents. Pourtant ils partagent un certain nombre de points communs. Tout d'abord, ils sont la manifestation claire d'une recherche de visibilité forte des universités dans l'espace urbain. Ensuite (et les répétitions forcées comme l'abondance d'adverbes dans les paragraphes précédents en témoignent), ils se caractérisent par l'ampleur inédite des projets, qu'il s'agisse de développer un réseau international ou de s'inscrire dans l'un des plus ambitieux projets culturels du moment. Enfin, et cela apparaissait clairement lors de la discussion du colloque, il semble que l'heure ne soit plus à la mise en exposition des savoirs disciplinaires, mais que l'interdisciplinarité soit désormais le maître-mot des projets de cet ordre.

En réalité, l'évolution décrite ci-dessus à gros traits prend tout son sens lorsqu'on la met en regard des changements qui ont affecté, mondialement, l'enseignement supérieur et la recherche

depuis quelques décennies (et tel était d'ailleurs l'un des objectifs du colloque précédemment mentionné)⁹. Le temps n'est plus aujourd'hui celui des engagements militants. L'enseignement supérieur et la recherche définissent désormais un univers hautement concurrentiel pour lequel l'importance des classements internationaux n'est plus à souligner. Dans le marché mondial de l'éducation, la visibilité, l'image de chaque université, ou regroupement d'établissements, est alors un enjeu primordial.

A cet égard, les projets qui mobilisent les expositions et le patrimoine universitaire permettent aux universités de faire pour ainsi dire coup double. La présentation à nouveaux frais de collections, souvent riches et anciennes, inscrit l'université dans une tradition et un passé prestigieux ; les expositions, complétées des désormais classiques espaces de manipulation, ateliers et autres Fab-Labs, la posent comme institution ouverte aux publics de tous âges et toutes compétences (*thinkers* comme *doers*) et ouverte au dialogue, comme lieu d'innovation et lieu de participation.

C'est ce que les universités semblent être de plus en plus nombreuses à constater.

1 - Andrée Bergeron, *La Culture des savoirs. Culture scientifique et technique et universités*. Rapport pour la Mission de l'information et de la culture scientifiques et techniques et des musées, ministère de la Recherche, Paris, 90p. + annexes.

2 - Pour un total de 66 universités ayant fourni les informations demandées.

3 - Sophie Chave-Dartoen, Laetitia Maison-Soulard, Marion Lagrange, « Les collections universitaires, un enjeu pour une nouvelle visibilité du campus bordelais », in *La lettre de l'OCIM*, n°148, juillet-août 2013, p. 21-31.

4 - Sébastien Soubiran, « Patrimoine des universités et médiation culturelle des sciences », in *La lettre de l'OCIM*, n°164, mars-avril 2016, p. 36.

5 - Sanz N. & Bergan S. (ed.), *Le patrimoine des universités européennes*, Strasbourg: Conseil d'Europe, 2002.

6 - Voir le site d'UMAC, <http://university-museums-and-collections.net/>

7 - *Les mises en scène des sciences et leurs enjeux. 19^{ème}-21^{ème} siècles*, Institut Historique Allemand, Paris, 5-7 mai 2015

8 - « ... to cultivate a generation of creative, agile thinkers and doers - people who are able to bring together insights from diverse disciplines and to move between science and art, between business and technology », <https://dublin.sciencegallery.com/about>

9 - A l'échelle européenne, les bases en sont posées avec le processus de Bologne. En France, cela se traduit concrètement par l'instauration d'une nouvelle gouvernance des universités (LRU) et par des fusions d'universités ou la constitution de grands ensembles, les COMUE.